

Chopra, Pran, *Uncertain India : A Political Profile of Two Decades of Freedom*, MIT, Press, Boston, 1971, 403 p.

Jean-René Chotard

Volume 5, numéro 1, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700402ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700402ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1974). Compte rendu de [Chopra, Pran, *Uncertain India : A Political Profile of Two Decades of Freedom*, MIT, Press, Boston, 1971, 403 p.] *Études internationales*, 5(1), 146–148. <https://doi.org/10.7202/700402ar>

cercle constitué par les membres du corps diplomatique et les correspondants de presse, repliés sur eux-mêmes, n'ayant le plus souvent rien à se dire et essayant de tuer le temps par les moyens les plus divers. Cependant la vie à Pékin n'était pas sans attraits; l'auteur se complait à souligner la joie de fureter chez les antiquaires ou dans les boutiques de marchandises d'occasion, où l'on pouvait parfois trouver quelques bonnes aubaines. Il souligne à juste titre les attentions des autorités chinoises pour les étrangers, l'abondance et la qualité de la nourriture, la serviabilité et le bon marché du personnel domestique, l'excellence des soins médicaux, la sécurité des transports aériens. Avec un réel sens de l'humour, il rapporte les incidents cocasses qui émaillaient les rapports entre le personnel des missions diplomatiques, l'exercice difficile des cultes étrangers, les excursions et les pique-niques à la Grande Muraille ou aux tombeaux des Ming. Ceux qui ont visité la Chine et séjourné à Pékin se délecteront à cette lecture; ils se retrouveront dans un monde familier et évoqueront avec nostalgie leurs propres souvenirs. Ceux qui, par contre, n'ont pas eu ce privilège seront vivement intéressés par la description de cet univers, si différent du nôtre et par beaucoup d'endroits extrêmement attachant.

La deuxième partie de l'ouvrage, qui n'est pas, à notre sens la moins importante, concerne moins la vie de la famille McCullough à Pékin, que les événements politiques dont elle a été le témoin; c'est, en somme, un compte rendu personnel de la vie de la Chine pendant la Révolution culturelle. L'auteur décrit les excès des Gardes rouges, évalue leurs motivations, replace leur mouvement dans l'ensemble de la politique chinoise, et s'efforce de percer à jour les pensées et les réactions du peuple chinois devant le déchaînement de la propagande et la quasi-déification de Mao Tsé-toung. Il se livre, chemin faisant, à un examen critique fort pertinent, et à notre sens parfaitement exact, des différents aspects de la Révolution culturelle et de ses ressorts profonds. Il décrit, avec force détails, les difficultés d'être correspondant de presse à Pékin, la pénurie d'informations et la nécessité d'exercer soi-même sa propre censure. L'auteur fait ensuite l'historique des rapports entre le Canada et la Chine et, accessoirement, entre cette dernière et les États-Unis; il

retrace les vicissitudes de la politique britannique et ses conséquences tragiques sur les membres de la mission diplomatique de la Grande-Bretagne à Pékin: sévices personnels, sac et incendie de l'ambassade, arrestation du correspondant de *Reuter*. Les chapitres suivants sont consacrés aux rapports sino-soviétiques et aux sévices que durent supporter les diplomates russes.

Le but que se proposait l'ouvrage n'était point d'étudier avec précision les rouages et le déroulement de la Révolution culturelle, pas davantage de porter des jugements sur sa valeur politique et sociale, mais seulement de dire, en termes simples, comment elle s'était présentée à un groupe d'étrangers vivant à Pékin. Ce but nous paraît avoir été atteint; l'auteur, toutefois, à son insu peut-être, n'a pas hésité à dire ce qu'il pensait des événements dont il fut le témoin, de quoi on ne saurait d'ailleurs le blâmer. En terminant, il expose l'ensemble des réformes qui découlèrent de la Révolution culturelle et il en souligne le bien fondé et le réalisme, eu égard à la conjoncture politique et économique du moment.

L'ouvrage s'achève sur une note sentimentale; l'auteur et sa famille expriment leur regret de devoir mettre un terme à leur séjour, acquiesçant au dicton chinois bien connu: « Celui qui vit à Pékin ne peut le quitter, celui qui quitte Pékin ne peut l'oublier! »

Robert GARRY

Géographie,
Université de Montréal

CHOPRA, Pran, *Uncertain India: A Political Profile of Two Decades of Freedom*, MIT, Press, Boston, 1971, 403p.

Les *MIT Press* rééditent l'ouvrage de Chopra intitulé *Uncertain India*. Cet ouvrage documenté et solide constitue une excellente analyse des problèmes et de l'évolution de l'Inde entre l'indépendance et 1968.

L'auteur rappelle d'abord tout l'ensemble de difficultés auxquelles font face les nationalistes indiens en 1947. À cette date, le « sous-continent » qui n'a jamais connu d'unité politique antérieure se voit contraint de réaliser son unité sous de mauvais auspices. Les forces

centrifuges sont entretenues par les diversités ethniques et culturelles. Mais les conflits religieux apparaissent à l'époque, les plus forts et les plus dangereux pour l'unité du pays. De 1945 à 1948, activistes hindous et musulmans s'échangent des massacres dont l'horreur n'a d'égal que le grand nombre de victimes.

Dans cette situation difficile, les Britanniques tentent de sauvegarder leur influence. Pendant les années 1930, ils ont utilisé les mahārājās et les princes locaux contre les nationalistes. Après la Deuxième Guerre mondiale, ils jouent encore cette carte, mais Lord Mountbatten, représentant du colonisateur fonde plutôt son jeu sur les particularismes religieux. La création des deux États : Inde et Pakistan constitue l'aboutissement de tous ces conflits internes.

P. Chopra signale que, même divisée ainsi, l'Inde fait face à d'autres risques de tension, voire d'atomisation. Longuement il étudie la mise en place du nouvel État organisé sur une base fédérale. Il évoque les complexités infinies d'un texte constitutionnel (la constitution est la plus longue du monde, 315 articles) qui doit prévoir les difficultés possibles de la confédération. Les nombreux dangers redoutés par beaucoup ne se produisent pas et l'armée ne mène qu'une seule guerre contre un État sécessionniste, celui d'Hyderabad. Les premières années sont cependant agitées et le jeu politique n'apparaît pas tout de suite clair, malgré la domination du parti du Congrès. Diverses forces se manifestent, en particulier les communistes à qui l'auteur reproche, un peu vite peut-être, de menacer l'intégralité nationale.

L'une des chances de l'Inde, tient peut-être dans le fait qu'elle ait disposé d'un leader remarquable : Nehru. Ami, mais non pas disciple de Gandhi, le premier ministre possède un ascendant réel qui lui permet de manœuvrer avec habileté et d'imposer parfois. La mort accidentelle ou précoce de plusieurs personnalités (notamment Patel, en 1950) lui garantit une suprématie naturelle sur quiconque. Par delà ses succès et ses erreurs, il assure à la république la continuité institutionnelle qui fait défaut à beaucoup de jeunes États.

Nehru a voulu introduire dans une politique d'allure modérée des préoccupations socialistes. L'ampleur de la misère justifiait ce souci. En

1952, il crée le Conseil de développement national dont les juridictions apparaissent plus étendues que celles du Parlement. Des résultats divers en sont obtenus mais, malheureusement P. Chopra consacre peu de place à l'exposé des problèmes sociaux et économiques.

Il analyse fort bien, en revanche, la politique étrangère de l'Inde. Voisine de la Chine dont elle reconnaît le gouvernement révolutionnaire, dès 1949, elle tente de rester hors de l'atteinte des grandes puissances. Ainsi s'élabore la doctrine politique du non-alignement. Nehru en est longtemps l'avocat écouté et respecté dans le Tiers-Monde, et ses périodiques difficultés avec le Pakistan ne l'empêchent pas d'apparaître comme une autorité. Vers la fin des années 1950, cependant, un conflit s'amorce avec la Chine. Avec beaucoup de subtilité, l'auteur montre comment derrière une querelle de frontière se dissimule en fait une lutte d'influence. La Chine, officieuse protectrice du Pakistan, travaille à affaiblir le prestige du gouvernement indien. Pékin chercherait ainsi à montrer les lacunes nombreuses de New-Delhi et à déconsidérer son expérience pour résoudre le sous-développement.

Nehru disparaît peu après, et son successeur, Shastri ne parvient pas à rétablir le prestige international de son pays. L'auteur achève son étude sur un bilan assez pessimiste. S'il constate les grandes réalisations politiques, indiennes, comme la sauvegarde de l'unité politique, la permanence des institutions, l'absence de crises réelles dans la succession des leaders, il ne ménage pas ses critiques. Il ne cache pas l'échec des plans de développement et la disparition des pâles accents socialistes introduits par Nehru. Il déplore la désaffection du public à l'égard du Congrès demeuré loin des problèmes subis par la population. Une reprise de l'agitation dans le Bengale et la misère croissante des grandes villes en apportent les illustrations dramatiques.

L'étude de P. Chopra se termine malheureusement en 1968. À cette époque, Madame Gandhi n'a pas encore bien assuré son autorité et le prestige international de l'Inde reste limité. La création du Bengla Desh et la disparition corrélative du danger pakistanais ont donné au Premier Ministre un grand prestige. Ils ont permis aussi d'affermir l'autorité de l'État. Le

rôle international de l'Inde s'en trouve changé, mais le sous-développement demeure la grande réalité permanente.

Jean-René CHOTARD

Histoire,

Université de Sherbrooke

VOYENNE, Bernard, *Le fédéralisme de P. J. Proudhon*, Presses d'Europe, Nice, 1973, 206p. + bibliographie chronologique.

L'ouvrage de Bernard Voyenne semble reposer sur une ambiguïté qui grève la plupart des analyses du « fédéralisme » de Proudhon. À l'usage, le terme « fédéralisme » s'est chargé d'un sens exclusivement politique éliminant son contenu social et politique auquel Proudhon attachait la première importance, lui qui affirmait « faire de la politique pour la tuer. En finir avec la politique » (p. 31). Lui qui a toujours travaillé à « anarchiser le pouvoir » (p. 97), lui qui, enfin, à la suite de Saint-Simon et avant Engels, croyait que l'État devait « arbitrer les échanges, non gouverner les hommes » (p. 127). Ainsi traiter du fédéralisme comme d'une structure politique, comme le fait subtilement l'auteur, c'est *a priori* risquer de corrompre la pensée de Proudhon.

De même, parler de « fédération » en entendant « confédération », même inconsciemment et en s'en défendant, c'est s'engager dans une voie qui n'a pas été suivie par Proudhon. En effet, pour ce dernier, le pouvoir, en autant qu'il demeure, doit reposer dans les plus petites unités, dans l'atelier au plan économique, dans la commune au plan politique (p. 140). L'État commencera par elle puisqu'elle sera l'État, en tout cas pour l'essentiel (p. 141). Les structures plus larges, celles qui englobent les unités de base voient se réduire progressivement leur rôle de décision pour être limitées à une pure fonction de coordination. La position de Proudhon est bien « toujours de renforcer dans le contrat de fédération ce qui est conservé par rapport à ce qui est délégué » (p. 172). L'organisme fédératif n'a rien en propre, ni la justice, ni les finances, ni l'enseignement, ni même la défense (p. 173). Et dans tous les cas les « pouvoirs résiduels » vont, non à la structure

fédérative, mais à l'unité de base et ultimement à l'individu. Le fédéralisme de Proudhon est donc bien éloigné de ce que l'usage a retenu sous ce terme. En fait, le fédéralisme de Proudhon ne se distingue de son anarchisme que par un moins grand romantisme. Et il ne faut pas oublier que « la notion de base, comme l'avoue l'auteur, c'est celle d'autonomie : capacité de se donner à soi-même ses lois et, par conséquent, de se déterminer librement » (p. 141). L'association, selon Proudhon, ce n'est pas la réduction des autonomies, des particularités, des différences, etc., mais au contraire leur renforcement. Ce qui élimine tout pouvoir de centralisation.

C'est d'ailleurs le même principe d'autonomie qui amène Proudhon à rejeter le nationalisme et son corollaire l'« État-nation » et, ce qui est beaucoup moins connu, à prendre position pour les Sudistes dans la guerre civile américaine. Le droit à la sécession est un droit inconditionné de tout membre d'une fédération.

L'on voit que parler aujourd'hui du fédéralisme de Proudhon c'est bien mal choisir son terme. Vaut beaucoup mieux parler d'« autogestion » comme le propose Jean Bancal dans son ouvrage autrement plus éclairant et définitif (*Proudhon : pluralisme et autogestion*) que celui de Bernard Voyenne.

Le problème de ce livre apparaît être celui d'une certaine gauche libérale vouée à la construction de l'Europe. Celle-ci peut bien inscrire le fédéralisme sur ses fanions et dans son programme. Mais cela ne doit pas l'autoriser, comme tente de le faire Bernard Voyenne, à chercher, à s'appropriier, à tout prix, des ancêtres et des justifications historiques.

André VACHET

Science politique

Université d'Ottawa

AVRIL, Pierre, *Les Français et leur Parlement*, Casterman (Coll. Politique-Histoire), Paris, 1972, 145p.

Poser le problème de la nécessité du Parlement est devenu une préoccupation non seulement des universitaires et hommes politiques issus de la tradition du parlementarisme britannique, mais aussi des analystes de la vie politi-